

PECO : DANS LE SILLAGE DE LA ZONE EURO

Marion Cochard

Département analyse et prévision

Depuis la mi-2011, les perspectives économiques se sont sensiblement dégradées dans les pays d'Europe centrale et orientale. La reprise engagée en 2010 a été brutalement interrompue par l'emballement de la crise de la dette en zone euro. Sous le coup de la rechute du commerce et de la raréfaction du crédit de la zone, la plupart des pays ont vu leurs moteurs externes et internes se gripper simultanément. Les pressions exercées par les marchés financiers ont par ailleurs conduit l'ensemble des nouveaux États membres à durcir leurs politiques budgétaires. Après une croissance de 4,1 % en 2011, les perspectives à l'horizon 2013 s'annoncent donc beaucoup plus sombres. L'économie russe, quant à elle, bénéficiera encore du haut niveau des prix des matières premières pour entretenir une croissance stable, quoique ralentie par rapport à 2011.

Europe centrale

Après l'amorce de redressement observée en 2010, les pays d'Europe centrale et orientale ont vu leurs économies ralentir à partir de la mi-2011. Au quatrième trimestre 2011, la plupart des pays de la zone ont enregistré une baisse de leur activité, et au total, la zone n'a cru que de 0,1 % au quatrième trimestre 2011 et au premier trimestre 2012, contre 0,8 % en moyenne sur la période de reprise, de la mi-2010 à la mi-2011. Dans tous les pays la production industrielle a repris sa chute dès le second semestre 2011. Le ralentissement du commerce extérieur pèse sur la zone, et tout particulièrement dans les pays les plus ouverts et dépendants du commerce extérieur, comme la République tchèque, la Bulgarie ou la Hongrie. La crise de la zone euro se transmet également aux pays d'Europe de l'Est *via* la restriction du crédit, qui se répercute sur les

filiales des banques occidentales dans la zone. L'assèchement des débouchés extérieurs et du crédit ont mis un frein brutal à la croissance de l'investissement. La FBCF des entreprises, qui demeurait très dégradée par rapport à son niveau d'avant-crise, a à nouveau chuté de 0,5 % au premier trimestre 2012, avec une baisse particulièrement marquée en Hongrie et en République tchèque. La raréfaction du crédit affecte également la consommation des ménages, dont la solvabilité était déjà mise à rude épreuve par la hausse du chômage et la hausse du taux de prêts non-performants dans la plupart des pays. La zone demeure toutefois hétérogène puisque la Pologne, moins ouverte et donc moins exposée au ralentissement de la zone euro, a conservé pour l'instant une dynamique interne plus favorable que ses voisins d'Europe centrale. Les pays baltes, quant à eux, ont vu leur activité s'effondrer de plus de 20 % au cours de la première phase de la crise, et ils connaissent maintenant une reprise dynamique. Les indicateurs de confiance étant désormais tous orientés à la baisse, il y a peu de bonnes nouvelles à attendre du côté de la demande intérieure à l'horizon de la prévision.

À ces mauvaises nouvelles vient s'ajouter la montée en puissance des plans de restrictions budgétaires dans l'ensemble des pays de la zone, alors même que leurs marges de manœuvre en matière de politique monétaire apparaissent extrêmement contraintes. Comme dans la zone euro, la crise économique et financière a en effet fortement dégradé les finances publiques des nouveaux États membres. En moyenne, leurs déficits publics dépassaient ainsi 6 % du PIB en 2010, avant d'être ramenés autour de 3 % en 2011. Cette nette amélioration est toutefois partiellement trompeuse car la Hongrie a connu une amélioration ponctuelle de son solde public (passé de -4,2 à +4,3 points de PIB de 2010 à 2011), due au transfert des fonds de retraite privés vers le budget de l'État. Sans ces transferts exceptionnels, le déficit budgétaire aurait approché les 6 % selon la Commission européenne, portant le déficit moyen des nouveaux pays membres à plus de 4 %. À l'instar de leur voisins de la zone euro, les pays d'Europe centrale ont donc mis en place des plans de restriction budgétaire (hausses de TVA dans tous les pays, baisses des dépenses publiques, hausses d'impôts, ...), qui culmineront en 2012, avant de s'atténuer en 2013 (avec des impulsions

budgétaires de -1,9 et -0,6 points de PIB en 2012 et 2013). Au total, la croissance de la zone s'élèverait à 1 % en 2012 et 1,8 % en 2013.

Russie : le pétrole comme unique moteur

La Russie, quant à elle, continue à bénéficier de la manne pétrolière qui se maintient grâce au prix des matières premières énergétiques, pétrole et gaz (qui représentent environ la moitié des exportations du pays, et 12 % du PIB). Par ailleurs, les tensions générées par la période post-électorale ont conduit à une succession de promesses qui contribueront à tirer la demande intérieure. Si la croissance russe reste dynamique, l'investissement demeure toutefois atone, et la dégradation continue de la compétitivité de l'économie russe, symptôme de la « maladie hollandaise » dont souffre le pays, pèse sur son tissu productif et sur les parts de marché à l'exportation du pays. La croissance russe est donc exclusivement tirée par une consommation extrêmement dynamique qui continue à tirer les importations et dégrade continûment le déficit commercial du pays. À l'horizon de notre prévision, cette croissance entraînée par la rente pétrolière se maintiendra à hauteur de 3,5 % en 2012 et 3,8 % en 2013.

Ex-bloc de l'Est : résumé des prévisions de croissance

Variations par rapport à la période précédente, en %

Croissance du PIB	Poids	2009	2010	2011	2012	2013
Nouveaux pays de l'UE	34,4	- 3,3	2,1	3,1	1,0	1,8
<i>Pologne</i>	13,8	2,0	4,3	4,1	2,9	2,5
<i>République tchèque</i>	5,7	- 4,5	2,6	1,7	- 1,2	0,8
<i>Hongrie</i>	4,9	- 6,7	1,2	1,7	- 1,6	0,5
<i>Pays baltes</i>	2,2	- 15,6	1,0	6,2	1,9	2,6
Russie	46,4	- 7,8	4,3	4,3	3,5	3,8
Autres CEI ¹	17,9	- 4,6	6,0	5,9	3,0	3,5
Total	100,0	- 5,7	3,8	4,1	2,5	3,0

1. Communauté des États indépendants.

Sources : Comptes nationaux, calculs et prévision OFCE octobre 2012.

